Note relative à la réforme de l'accès au 1^{er} cycle

Quelques repères chronologiques (*actualisation de la note du 27/11/2017*)

Décembre 2008	Ouverture d'une nouvelle plate-forme « Admission Post Bac (APB) », après une expérimentation d'un an (APB remplace la procédure précédente : RAVEL)
2009 – 2017	Nombreuses évolutions de la procédure et du paramétrage Nombreux recours au Tribunal Administratif (absence de sécurisation juridique de la procédure APB, non définie dans le Code de l'éducation)
Avril 2017	Circulaire du Ministère (n°2017-077 du 24/04/2017) définissant les règles et les procédures d'admission en première année de Licence (conditions de recours au tirage au sort)
Juin/juillet 2017	Nombreuses protestations suscitées par la session APB 2017 (manque d'adhésion à la procédure APB fondée sur un algorithme ; focalisation des médias sur les « sans fac » et sur le tirage au sort dans certaines filières en tension)
Juillet 2017	Lancement d'une concertation nationale par la Ministre Frédérique Vidal, qui annonce la fin du tirage au sort et parle d'un « énorme gâchis »
Juillet-octobre 2017	3 mois de concertation, 11 groupes de travail, 55 réunions, 29 organisations représentées, dans une perspective plus large que le simple accès à l'enseignement supérieur (accueil et réussite).
30 août 2017	Mise en demeure du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation par une décision de la CNIL. (DOC 05)
19 octobre 2017	Rapport de la Cour des comptes dénonçant le tirage au sort sur APB. (DOC 06)
19 octobre 2017	Remise du rapport de Daniel Filâtre [<i>Recteur de l'Académie de Versailles</i>] à Frédérique Vidal : « Réformer le premier cycle de l'enseignement supérieur et améliorer la réussite des étudiants » (DOC 02) : 17 propositions
30 octobre 2017	Dossier de presse présentant le « Plan Etudiants : accompagner chacun vers la réussite » (DOC 01)
6 novembre 2017	Première présentation de la réforme au Conseil des directeurs et à la CFVU de l'Université Paris Nanterre
9 novembre 2017	Rejet par le CSE (Conseil Supérieur de l'Education) du projet de loi « Orientation et réussite des étudiants » (DOC 07) (42 voix contre, 30 pour)
13 novembre 2017	Approbation par le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) du projet de loi « Orientation et réussite des étudiants » (35 voix pour, 32 contre, 8 abstentions)
16 novembre 2017	Présentation de la réforme par Frédérique Vidal devant la CPU (Conférence des Présidents d'Université) Présentation au Ministère de la réforme par Frédérique Vidal devant les VP CFVU ; ateliers de travail des VP CFVU Séance d'examen du projet de loi au Conseil d'Etat (DOC 11).
17 novembre 2017	Présentation à l'Ecole militaire Saint-Cyr de la réforme par Daniel Filâtre devant les acteurs de l'enseignement secondaire et supérieur (500 personnes) Vademecum à destination des proviseurs et des professeurs principaux (DOC 03)
17-19 novembre	Consultation en ligne pour déterminer le nom de la plate-forme appelée à remplacer APB (5 propositions : Parcoursup, Devenir étudiant, Mes études post-bac, Réussir sup, Parcours étudiant)

20 novembre 2017	Seconde présentation de la réforme au Conseil des directeurs de l'Université Paris Nanterre
21 novembre 2017	Frédérique Vidal annonce le nom de la future plate-forme d'admission post-bac : « Parcoursup »
22 novembre 2017	Passage du projet de loi en Conseil des Ministres (DOC 09 pour le compte rendu)
5-12 déc. 2017	Examen du texte et des amendements par la Commission des affaires culturelles et de l'éducation
12, 13, 14 et 19 décembre 2017	Première lecture à l'Assemblée nationale
19 décembre 2017	Mardi 19 décembre 2017, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (procédure accélérée).
19 janvier 2018	Arrêté du 19 janvier 2018 autorisant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Parcoursup »
22 janvier-13 mars	Inscription et saisie des vœux des candidats sur Parcoursup.
5 février 2018	Requête en référé-suspension demandant de suspendre l'exécution de l'arrêté du 19 janvier 2018 de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation autorisant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Parcoursup »
7-8 février 2018	Examen par le Sénat du projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (procédure accélérée), adopté par l'Assemblée nationale.
9 février 2018	Adoption au Sénat du projet de loi ORE
11 février 2018	Requête en référé-suspension demandant de suspendre la charte des attendus et l'exécution de l'arrêté du 19 janvier 2018 de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation autorisant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Parcoursup »
13 février 2018	La Commission Mixte Paritaire (CMP) chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants s'est réunie et est parvenue à un accord. Les conclusions de la commission mixte paritaire seront examinées par l'Assemblée nationale et le Sénat le 15 février 2018.
15 février 2018	Le Sénat a adopté les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants, précédemment adoptées par l'Assemblée nationale. Le texte est donc définitivement adopté.
20 février 2018	Rejet par le Conseil d'Etat des deux recours déposés par des sénateurs et syndicats (ordonnances n°417905 et N° 418029)
23 février 2018	Une soixantaine de députés de gauche saisissent le Conseil constitutionnel.
8 mars 2018	Le Conseil Constitutionnel rend sa décision n°2017-763 DC : la loi ORE est conforme à la constitution.
8 mars 2018	Le Président de la République, Emmanuel Macron, promulgue la loi n°2018-166 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants.
9 mars 2018	Parution de la loi au Journal officiel n°57 du 9 mars 2018.
13 mars	Fin de la période de saisie des vœux
4 avril – 18 mai	Traitement des candidatures par les commissions d'examen des vœux
22 mai	Réception des propositions par les candidats